Table of Contents

Des militaires afghans venus apprendre l'anglais demandent l'asile....1

"Nein" aux talibans....3

Un autre affaire Arrar....4

L'Afghan de la rue....5

Les sondages et la vraie vie....7

Les Afghans appuient massivement le maintien des troupes étrangères....9

Sonder les Afghans....15

Harper: tout compte fait, un "bon gouvernement"....16

Les Afghans appuient le maintien des troupes....18

Après les funérailles....19

Lettres: Pas cher !....21

Le Canada déshabillera−t−il l'Afrique pour habiller l'Amérique latine?; Des ONG oeuvrant dans l'aide au développement font part de leurs inquiétudes....22

Amnistie accuse Ottawa de bloquer un procès sur les détenus afghans....24

Bhutto échappe à un attentat; 20 000 policiers assuraient la sécurité de l'ex−première ministre, qui craignait d'être assassinée à son retour au pays....25

Amnistie accuse le gouvernement de bloquer un procès sur les détenus afghans....28

Un diplôme est décerné à titre posthume à un soldat tué en Afghanistan....29

Des militaires afghans venus apprendre l'anglais demandent l'asile

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.10.19
SECTION: Politique
PAGE: A21
BYLINE: Duchesne, André
WORD COUNT: 439

Le ministère de la Défense nationale a été obligé de revoir un programme militaire visant à donner des cours d'anglais à des officiers afghans après que plusieurs d'entre eux eurent fait défection et demandé l'asile politique au Canada.

Cette révision a été entreprise en décembre 2006, après la disparition soudaine de trois participants au Programme d'aide à l'instruction militaire (PAIM). C'était plus précisément le 17 décembre, date à laquelle ils devaient retourner en Afghanistan. Ils se sont par la suite livrés aux autorités. D'autres événements similaires seraient survenus au cours des années 2004 et 2005 pendant que les militaires afghans suivaient des cours d'anglais à Ottawa et à Saint−Jean−sur−Richelieu.

C'est le quotidien The Ottawa Citizen qui, mardi, a dévoilé cette histoire. Mercredi, à la demande de La Presse, le ministère de la Défense a prudemment confirmé la nouvelle. "Nous avons revu le programme et nous avons repris la formation de langue pour les officiers afghans, indique le lieutenant Isabelle Riché dans sa réponse. Nous avons présentement 10 officiers qui suivent la formation linguistique."

Le PAIM a été lancé au cours des années 60. A l'origine, il visait à fournir de l'instruction militaire à des officiers de nouveaux États indépendants du Commonwealth. Depuis, il s'est étendu à d'autres régions du monde comme les pays issus de l'éclatement du bloc communiste. Selon le lieutenant Riché, environ 400 officiers de quelque 63 pays suivent chaque année des cours de formation linguistique, en français et en anglais, grâce à ce programme.

Pas de chiffre exact

C'est en janvier 2004 que le ministère de la Défense a ouvert les portes de son programme à des officiers afghans en accueillant 10 élèves.

Le ministre libéral de l'époque, David Pratt, s'était félicité de l'initiative. "Je suis ravi que les officiers militaires afghans viennent au Canada pour apprendre l'anglais, disait−il. Le Canada continue de contribuer de façon importante à la stabilisation et à la reconstruction de l'Afghanistan, et maintenant, les Canadiens aideront les Afghans à acquérir des compétences linguistiques essentielles."

On prévoyait alors que 75 officiers afghans allaient suivre une formation au Canada. Pour les pays de la coalition internationale dirigée par l'OTAN, il est impératif de pouvoir communiquer facilement avec les représentants de l'armée afghane.

Il a été impossible de savoir combien d'élèves afghans ont demandé l'asile politique au Canada, ni combien sont encore au pays. Nos questions à ce sujet ont été dirigées au ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration. Or, une porte−parole, Pamela Wilson, a indiqué que cette information était protégée par la Loi sur les renseignements personnels. On sait que, depuis 2002, 12 579 Afghans ont obtenu le statut de réfugié au

Canada.

"Nein" aux talibans

PUBLICATION:	La Presse
DATE:	2007.10.19
SECTION:	Monde
PAGE:	A19
COLUMN:	Le tour du globe
SOURCE:	AFP
WORD COUNT:	89

Le ministre allemand de la Défense Franz Josef Jung refuse le dialogue avec les talibans, solution de plus en plus préconisée par Kaboul et des pays de l'OTAN pour sortir de la guerre. "Aussi longtemps que les talibans n'ont pas renoncé à la violence, on ne peut mener des négociations", déclare–t–il au quotidien Die Welt. Quatre policiers et deux miliciens ont été tués hier en Afghanistan, et neuf soldats de l'OTAN ont été blessés.

Un autre affaire Arrar

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.10.19
SECTION: Forum
PAGE: A16
COLUMN: forum@lapresse.ca
PHOTO: PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE
ILLUSTRATION: L'imam Saïd Jaziri.
WORD COUNT: 180

L'imam Saïd Jaziri va être expulsé. On étouffe ainsi la seule voix qui osait affronter des médias a priori hostiles. La seule voix qui essayait de répondre aux questions, parfois sincères, mais bien souvent mal intentionnées ou malveillantes. Saïd Jaziri a été extradé de la France pour ses opinions politiques. Il a été arrêté ici pour ces mêmes opinions qu'il prêche (notamment concernant l'Irak et l'Afghanistan), positions que partagent la majorité des Québécois, musulmans et non musulmans confondus, et qui font de plus en plus d'adeptes. Si Saïd Jaziri est extradé en Tunisie, il ne sera pas torturé, il sera coupé en morceaux et la GRC tient là une autre affaire Maher Arrar, qui risque d'avoir des retombées nationales et internationales. Cela aura à nouveau des conséquences importantes sur l'honneur, la réputation et la crédibilité du Canada en ce qui concerne le respect de la personne humaine.

Taieb Zerhouni

L'Afghan de la rue

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.10.19
SECTION: Forum
PAGE: A16
COLUMN: Éditorial
BYLINE: Roy, Mario
WORD COUNT: 476

Sur bien des points, l'Afghan de la rue a les mêmes doutes que nous quant au succès de la mission internationale agissant chez lui depuis 2001. Mais, au total, il est plus optimiste que nous le sommes. Et bien placé pour identifier les problèmes réels.

C'est ce que révèle le sondage publié dans nos pages, aujourd'hui, réalisé sur le terrain par une firme de Kaboul qui a rencontré, chez eux, près de 1600 Afghans dans les 34 provinces du pays – notamment à Kandahar, où agissent les forces militaires canadiennes.

Ce sont des gens pauvres pour la plupart, évidemment: 58% ne sont jamais allés à l'école; seulement 26% ont un emploi à temps plein; la guerre est pour eux l'état naturel des choses; et ils sont loin d'être sûrs que les talibans (détestés à divers degrés par les trois quarts de la population) ne reviendront pas les hanter. Pourtant 51% estiment que le pays va dans la bonne direction; 71% ont une opinion positive du gouvernement Karzaï; et les trois quarts entretiennent une confiance au moins minimale à l'endroit de l'armée et de la police afghanes – sur ce point précis, il y faut beaucoup de pensée positive

Le portrait général qui se dégage ainsi recoupe en gros les conclusions tirées de sondages effectués en 2005 et 2006 pour le compte de médias britanniques ou américains.

Cependant, pour nous, le plus intéressant est à venir.

Les Afghans non plus ne savent pas s'il vaut mieux que les troupes de l'OTAN restent ou repartent plus ou moins rapidement (alors que les Irakiens, eux, se sont faits une idée là–dessus!).

Mais, s'ils sont divisés sur ce point, les critiques qu'ils expriment à l'endroit de puissances étrangères ne vont pas aux Américains ou aux Canadiens, mais au Pakistan (64%) et à l'Iran (34%), ce qui traduit à la fois leur lucidité politique et leur expérience sur le terrain. Et ils ont une opinion plutôt positive de l'action de l'OTAN, tant au point de vue de la sécurité que de la reconstruction alors que dans les pays occidentaux qui y sont engagés, peu croient au succès: moins de 20% des Canadiens, par exemple (Angus Reid, août 2007).

Dernier point, mais d'importance: 74% des Afghans croient qu'il faudra négocier avec les talibans. Et plus de la moitié envisagent même – à divers degrés d'enthousiasme – une forme de coalition gouvernementale où les "étudiants en théologie" seraient admis.

En somme, rien de tout cela ne supporte l'idée qu'il faille se retirer précipitamment de l'Afghanistan. Cela indique plutôt que, si la crainte des talibans demeure réelle, les Afghans opteraient peut–être pour un accommodement raisonnable, si cela devait leur assurer, d'abord et avant tout, la sécurité.

Pas de surprise. La sécurité est le premier souci de tous les humains, peut–être difficile à évaluer à sa juste valeur lorsqu'on voit les choses d'un lieu où elle constitue un acquis auquel on ne pense même plus.

mroy@lapresse.ca

Les sondages et la vraie vie

PUBLICATION:	La Presse
DATE:	2007.10.19
SECTION:	Actualités
PAGE:	A7
COLUMN:	Chronique
BYLINE:	Ouimet, Michèle
PHOTO:	photo michèle ouimet, la presse
ILLUSTRATION:	Kandahar a des airs de vieux film en noir et blanc. Ouplutôt en noir et beige. Beige pour la poussière.
WORD COUNT:	675

Parlons de Kandahar puisque j'y suis depuis une dizaine de jours et que La Presse publie un sondage qui sonde le coeur des Afghans.

Première question de la firme Environics: Est–ce que l'Afghanistan va dans la bonne direction? La moitié des répondants (46%) ont dit oui; l'autre moitié (43%) non. La première raison mentionnée par les optimistes: la reconstruction.

J'ai "visité" Kandahar quatre fois, la première remonte à 1996 sous les talibans. Je vous préviens tout de suite, je penche résolument du côté des pessimistes.

Oui, il y a eu de la reconstruction dans les campagnes environnantes: des puits ont été creusés, des canaux d'irrigation construits, des écoles ouvertes pour les filles.

Mais pendant que le Canada bâtit d'une main, ses soldats détruisent de l'autre. Et ça, les relationnistes de l'armée ne s'en vantent pas. Les blindés écrasent des récoltes et torpillent des maisons, car on ne chasse pas le taliban sans faire de dégâts.

Mais revenons à Kandahar, la ville la plus conservatrice d'Afghanistan. Je cherche, en vain, des traces de reconstruction. Je vais à Kandahar tous les jours, je franchis les 20 kilomètres qui séparent la ville de la base militaire et, chaque fois, j'ai l'impression d'être projetée dans un vieux film en noir et blanc. Ou plutôt en noir et beige. Beige pour la poussière.

Depuis 1996, la ville n'a pas changé, comme si elle était figée dans le temps. Je revois, à chaque visite, les mêmes trottoirs défoncés, les mêmes façades lépreuses, la même circulation infernale, les mêmes monticules de déchets qui agonisent sur les terrains vagues et les mêmes caniveaux à ciel ouvert qui exposent, sans pudeur, leurs entrailles remplies d'ordures.

Quelques grosses cabanes prétentieuses ont poussé dans le quartier Ansari, où vivent les nouveaux riches qui brassent des grosses affaires avec l'OTAN et les seigneurs de la guerre dont la fortune a explosé avec le trafic de l'opium. Là, on peut parler de reconstruction. Ou plutôt de construction.

Dans le sondage, les optimistes évoquent aussi la liberté, celle que les femmes ont retrouvée après la chute des talibans. Elles peuvent désormais travailler et aller à l'école. Formidable. Mais sont–elles plus libres pour autant? Pas sûr.

Les talibans ont été chassés du pouvoir, mais les vieilles traditions afghanes, elles, sont restées. Et elles ont la

couenne plus dure que les talibans.

Je peux vous faire la liste des interdits si vous y tenez: les femmes ne choisissent pas leur mari, elles vivent sous la coupe des hommes, père, frères, oncles, cousins, elles n'ont pas le droit de fréquenter les restaurants, elles se tapent toutes les corvées, la lessive, le ménage, la cuisine, elles multiplient les grossesses à risque et elles n'ont pas accès aux contraceptifs.

Cette semaine, j'ai pris le thé dans une famille afghane. Rafisahil, un interprète de 19 ans qui travaille pour l'armée américaine, m'a invitée.

Il vit dans un immeuble décrépit bâti par les Soviétiques au début des années 80 avec sa mère, sa femme enceinte, son père, ses frères, ses soeurs, ses cousins, cousines, tantes et oncles. Une trentaine de personnes se bousculent dans un huit pièces.

Rafisahil a grimpé les marches d'un vieil escalier et ouvert la porte qui donnait sur un couloir sombre. Les enfants ont accouru vers le salon et se sont blottis dans les bras des adultes en me regardant à la dérobée.

Rafisahil et son frère gagnent chacun 600$US par mois. Payant, le travail d'interprète. Et risqué. Ils versent leur salaire au complet à leur père. Les femmes préparent une liste de choses à acheter et les hommes font les courses au bazar.

Pendant que les femmes servaient le thé, le père de Rafisahil, soldat à la retraite, m'a parlé de ses inquiétudes. Il soutient les Américains dans leur guerre contre les talibans, mais il a peur pour ses fils qui risquent leur vie.

La mère de Rafisahil a 35 ans. Elle a neuf enfants, sept garçons et deux filles. Elle aussi se fait du mauvais sang pour ses fils, mais au–delà de la guerre, c'est la crainte d'une 10e grossesse qui la taraude.

"Avez–vous des contraceptifs?" m'a–t–elle demandé juste avant mon départ en agrippant ma main.

Rafisahil a haussé les épaules en entendant sa mère. Il m'a raccompagnée à la base militaire en me racontant ses exploits avec l'armée américaine.

Le reste, les bébés, sa femme enceinte, les inquiétudes de sa mère, l'indiffère. Ce sont des histoires de bonne femme.

Et ça, ça ne se lit pas dans un sondage.

Les Afghans appuient massivement le maintien des troupes étrangères

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.10.19
SECTION: Actualités
PAGE: A6
BYLINE: Gruda, Agnès
PHOTO: Tremblay, Martin AP
WORD COUNT: 1041

Si les Canadiens sont partagés sur le maintien de leurs troupes en Afghanistan, les Afghans, eux, n'ont pas beaucoup de doutes: une vaste majorité d'entre eux espèrent que la coalition internationale prolongera sa mission dans leur pays et ce, même si celle−ci devait s'étirer pendant plusieurs années.

Un sondage réalisé en septembre par la firme Environics pour le compte de La Presse, du Globe and Mail et de la CBC révèle qu'à peine 14% des Afghans souhaitent le départ immédiat des troupes étrangères.

En revanche, près de quatre Afghans sur dix estiment que les armées étrangères devraient rester dans leur pays pendant des périodes variant d'un an à cinq ans. Et 43% des personnes interrogées souhaitent que la présence militaire étrangère se maintienne "aussi longtemps qu'il le faudra pour vaincre les talibans et restaurer l'ordre".

"Ce sont des données très importantes, qui devraient influencer le débat public au Canada", juge Jeffrey Kopstein, directeur du Centre pour les études européennes, russes et eurasiennes de l'Université de Toronto.

Jeffrey Kopstein a participé à la rédaction de ce sondage − le premier à être mené par une firme canadienne pour sonder l'opinion publique afghane sur le rôle particulier que le Canada joue dans ce pays.

Même si ce sondage a été réalisé dans des conditions difficiles, ses résultats sont aussi fiables que ceux de n'importe quel sondage fait au Canada, assure Keith Neuman, vice−président aux affaires publiques de la firme Environics.

Selon ce sondage, 60% des Afghans jugent positivement la présence internationale dans leur pays. De plus, une forte majorité (73%) ont une vision très ou plutôt négative des talibans.

Or, seule une minorité d'Afghans (40%) se disent convaincus que le gouvernement, avec l'aide de pays étrangers, finira par venir à bout de leur insurrection. Tandis que près d'une personne sur deux (48%) juge qu'il est trop tôt pour prévoir l'issue des confrontations, ou s'attendent carrément à la victoire des talibans (19%).

Dans ce climat d'incertitude, "nous ne sommes pas perçus comme une force d'occupation, comme l'était, à l'époque, l'armée soviétique", constate Jeffrey Kopstein.

"Le sondage indique que la situation en Afghanistan est différente de celle qui a cours en Irak, où une proportion beaucoup plus importante de la population souhaite le départ immédiat des troupes étrangères", juge pour sa part Keith Neuman.

Des lunettes roses?

Vu du Canada, l'Afghanistan est un pays dévasté par des attentats, des enlèvements et des explosions. Mais les Afghans eux−mêmes voient leur situation dans des couleurs moins sombres.

Ainsi, 51% estiment que l'Afghanistan évolue dans la bonne direction − et la même proportion (48%) prévaut à Kandahar, une province explosive.

En revanche, si 28% des Afghans estiment que la situation évolue dans le mauvais sens, c'est ce que pensent 43% des personnes interrogées à Kandahar.

Les Afghans voient aussi assez favorablement le gouvernement de Hamid Karzaï: 31% lui donnent une note "très positive" et 40% une note "plutôt positive" − soit un appui de 71%.

Enfin, près des trois quarts des Afghans (73%) jugent que la situation des femmes s'est améliorée depuis la chute du régime des talibans, en 2002.

Et 60% des répondants, hommes et femmes compris, estiment que leur propre situation s'est améliorée depuis cinq ans.

Ce taux d'appréciation s'effrite lorsque les Afghans remontent un peu moins loin dans le temps. Ainsi, seulement 36% estiment qu'il y a eu une amélioration depuis un an.

Comme c'est la première fois qu'Environics scrute l'opinion des Afghans, il lui est difficile de mettre ses résultats en perspective. Des sondages effectués au fil des ans pour le compte du réseau ABC indiquent que si les tendances sont semblables à celles observées par la firme canadienne, le niveau général d'optimisme a baissé considérablement depuis un an.

Et le Canada?

Près d'un Afghan sur deux (46%) cite le Canada lorsqu'on lui demande de nommer les pays étrangers présents dans son pays. Dans ce palmarès de notoriété dressé par Environics, le Canada vient en quatrième place, après les États−Unis, l'Allemagne et la Grande−Bretagne.

Le Canada se classe aussi en quatrième position dans la liste des pays qui se démarquent par leur contribution positive à l'Afghanistan, après les États−Unis, l'Allemagne et l'Inde.

Le Pakistan et l'Iran se trouvent en tête de la liste des pays qui exercent une influence négative.

Des questions portant sur le rôle du Canada ont été posées spécifiquement dans la province de Kandahar, où 60% des répondants ont qualifié de positif ou très positif le rôle des troupes canadiennes.

Et tant pis pour ceux qui croient que le Canada se voue essentiellement à la reconstruction de ce pays ravagé par des décennies de guerres: 47% des Afghans de Kandahar pensent que le principal objectif poursuivi par le Canada dans cette province du Sud est de combattre les talibans. Et seulement 16% croient que le Canada se préoccupe d'abord et avant tout de reconstruction.

SOUTIEN AUX TALIBANS

SOUTIEN AUX TALIBANS

QUELLE EST VOTRE OPINION GÉNÉRALE DES TALIBANS?

TRES POSITIVE 3%

PLUTOT POSITIVE 11%

PLUTOT NÉGATIVE 20%

Ni positive ni négative: 10% Aucune réponse: 2%

TRES NÉGATIVE 53%

ÉTAT DU PAYS

De manière générale, pensez−vous que la situation en Afghanistan évolue dans la bonne direction?

Afghanistan / Kandahar

Bonne direction 51% / 48%

Mauvaise direction 28% / 43%

Pas de changement 17% / 7%

Aucune réponse 3% / 1%

LA CONDITION FÉMININE

Croyez−vous que la situation des femmes en Afghanistan est meilleure, pire ou pareille à ce qu'elle était en 2002?

MEILLEURE 73%

PAREILLE 15%

PIRE 10%

AUCUNE RÉPONSE : 2%

L'APPUI AU GOUVERNEMENT

Comment qualifieriez−vous votre opinion générale au sujet du gouvernement afghan dirigé par le président Hamid Karzaï ?

Très positive 31%

Plutôt positive 40%

Plutôt négative 13%

Très négative 7%

IMPACT DES TROUPES ÉTRANGERES

La présence des troupes étrangères a−t−elle été une bonne ou une mauvaise chose pour l'Afghanistan?

Afghanistan / Kandahar

Bonne chose 60% / 61%

Mauvaise chose 16% / 23%

Aussi bonne que mauvaise 22% / 15%

Aucune réponse 2% / 1%

QUAND PARTIR

PENDANT COMBIEN DE TEMPS LES TROUPES ÉTRANGERES DEVRAIENT−ELLES RESTER EN AFGHANISTAN AVANT DE SE RETIRER?

PARTIR IMMÉDIATEMENT 14%

RESTER UNE ANNÉE DE PLUS 11%

RESTER ENCORE DEUX ANS 12%

RESTER TROIS A CINQ ANS 15%

RESTER AUSSI LONGTEMPS QU'IL LE FAUDRA POUR VAINCRE LES TALIBANS ET RESTAURER L'ORDRE 43%

LE DÉNOUEMENT PROBABLE

Les pays étrangers ont mis beaucoup d'efforts à soutenir le gouvernement afghan dans son combat pour protéger le pays contre les talibans. Quel dénouement croyez−vous le plus probable ?

Le gouvernement afghan, avec l'aide des pays étrangers, réussira à vaincre les talibans 40%

Il est trop tôt pour le prévoir 29%

Les talibans vaincront, une fois que les troupes étrangères auront quitté le pays 19%

Aucune réponse 11%

Le meilleur et le pire

Quels pays se distinguent comme faisant le meilleur travail dans les domaines où les besoins sont les plus importants?

Afghanistan / Kandahar

États−Unis 64% / 64%

Allemagne 42% / 36%

Inde 21% / 43%

Canada 37% / 20%

Grande−Bretagne 19% / 26%

Quels pays se distinguent comme faisant le pire travail en Afghanistan?

Afghanistan / Kandahar

Pakistan 64% / 67%

Iran 54% / 34%

Grande−Bretagne 16% / 3%

Chine 16% / 35%

États−Unis 13% / 5%

Canada (15e place) 3% / 2%

LES TROUPES CANADIENNES

QUELLE EST VOTRE OPINION GÉNÉRALE AU SUJET DES TROUPES CANADIENNES PRÉSENTES DANS LA PROVINCE DE KANDAHAR?

Très positive 26%

Plutôt positive 34%

60%

Plutôt négative 14%

Très négative 5%

19%

Ni négative ni positive 4%

Aucune réponse 17%

LE PRINCIPAL OBJECTIF DES CANADIENS

D'après ce que vous avez entendu, quel est le principal objectif poursuivi par les Canadiens à Kandahar ?

Combattre les talibans 47%

Reconstruire les écoles, les hôpitaux, etc. 16%

Soutenir le gouvernement Karzaï 10%

Former l'armée afghane 5%

Former la police afghane 2%

Ce sondage Environics a été réalisé en Afghanistan du 17 au 24 septembre 2007 auprès de 1578 répondants. Sa marge d'erreur est de 3,8 points de pourcentage, 19 fois sur 20. Elle est de 7,7 points à Kaboul et à Kandahar.

Sonder les Afghans

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.10.19
SECTION: Actualités
PAGE: A6
WORD COUNT: 268

Un pays divisé en une multitude de clans, dont la population est majoritairement illettrée, et qui vit dans la peur de la violence et des attentats: à première vue, l'Afghanistan n'est pas l'endroit idéal pour réaliser un sondage avec une fiabilité béton.

Pourtant, Environics assure que son sondage, au cours duquel un peu plus de 1500 Afghans ont répondu à une quarantaine de questions, respecte toutes les règles du genre.

L'enquête a été réalisée du 17 au 24 septembre derniers par la filiale afghane de la firme américaine D3 Systems, The Afghanistan Center for Social and Opinion Research, basé à Kaboul.

Ses intervieweurs – tous des Afghans, généralement originaires de la région où étaient conduites les entrevues – ont rencontré les gens à domicile, pour des conversations individuelles en pachtou ou dari, les deux principales langues du pays. Ils ajustaient leur langage en fonction du dialecte local, précise Keith Neuman, de la firme Environics.

Il explique que les sondeurs choisissaient une rue ou un village et frappaient au hasard à une maison ou une porte sur trois. Les hommes étaient interviewés par des hommes, et les femmes par des femmes.

Les sondeurs ne sont pas à l'abri des risques, explique M. Neuman: un des employés de la firme de Kaboul a été enlevé dans le cadre de ses fonctions, alors qu'il réalisait un autre sondage.

Malgré cette menace, les intervieweurs ont pu rencontrer des gens en toute liberté, sans escorte.

MÉTHODOLOGIE

Au total, 1278 entrevues ont été réalisées dans tout le pays, en plus d'échantillons supplémentaires pour Kaboul et Kandahar, pour un total de 1578 entrevues, dont 270 dans la capitale et 260 dans la province de Kandahar.

La marge d'erreur du sondage national est de 3,8 points de pourcentage. A Kaboul et à Kandahar, elle est de 7,7 points.

Harper: tout compte fait, un "bon gouvernement"

PUBLICATION:	Le Quotidien
DATE:	2007.10.19
SECTION:	Éditorial
PAGE:	10
BYLINE:	Néron, Carol
WORD COUNT:	579

Denis Lebel a eu droit à toute une ovation pour son intronisation comme député de Roberval−Lac−Saint−Jean. Jeudi, Stephen Harper s'est chargé, à titre personnel, de le présenter à ses collègues selon une mise en scène digne de ces spectacles à grand déploiement qui précèdent le lancement d'une campagne électorale nationale.

La Chambre des communes n'avait pas été le théâtre d'un événement aussi spectaculaire depuis un sacré bout de temps.

Le chef conservateur n'a pas lésiné sur les moyens pour être certain que le message atteindrait la cible, en particulier celle des médias. Il a fait officiellement de Denis Lebel le premier député "nationaliste" de son parti, rien de moins! "Quand on appartient à une nation − sous−entendue québécoise − il n'y a pas de mal à être qualifié de la sorte", d'expliquer, en substance, un Stephen Harper rayonnant et dont l'air goguenard en disait long sur son état d'esprit.

Pris de court, Gilles Duceppe en est resté sans voix; il songe encore probablement à une réplique en mesure de lui faire rattraper (un peu) du terrain perdu!

Un fin stratège

Le chef péquiste se fait attaquer sur son propre territoire. Stephen Harper décrète, en effet, que les bloquistes ne peuvent plus se poser, désormais, en seuls défenseurs des intérêts du Québec à Ottawa. Ils devront compter avec les conservateurs.

Ce discours serait sans doute quelque peu différent si le PCC possédait une majorité aux Communes pouvant être qualifiée de confortable.

Toutefois, les observateurs de la scène politique fédérale peuvent toujours émettre des hypothèses sur ce qui est, n'est pas, ou serait... Un fait demeure: Stephen Harper possède un sens du "timing" et de la formule poussé à son plus haut niveau. A défaut de déclencher des bravos et de vastes mouvements de foule à l'occasion de ses (rares) apparitions dans les endroits publics, il peut tout de même revendiquer un don absolument unique pour la stratégie. Dans le paysage politique actuel, à Ottawa, personne, absolument personne, n'est en mesure de lui tenir tête.

Brian Mulroney

Stephen Harper continue de donner un "bon gouvernement" aux Canadiens. Ce qui ne gâte rien, le Québec n'a pas à se plaindre de cette administration. Et il s'agit là d'un constat qui n'a rien de partisan.

Stephen Harper réussit là où Brian Mulroney a échoué, en particulier dans ses relations avec le Québec. Le premier fonce après avoir soigneusement préparé le terrain, le second aura sans doute péché par excès de timidité bien que ses intentions aient été louables.

Pour la première fois depuis longtemps, l'impression qui prévaut est que ce pays fonctionne. Le Canada ne se contente plus d'avancer à tâtons ou par la voie de la confrontation dans ses relations avec le Québec. Au plan international, il reprend également confiance.

L'environnement et l'Afghanistan, Terre−Neuve, constituent toujours des irritants majeurs et des nids à polémiques pour Ottawa. Ces situations sont de beaucoup préférables, cependant, aux interminables chicanes internes ayant caractérisé le mandat des libéraux sous les règnes de Trudeau ou des frères ennemis Chrétien−Martin.

En janvier 2006, dans les jours ayant suivi son élection à la tête d'un gouvernement minoritaire, les chroniqueurs politiques estimaient entre six et dix mois les chances de survie de Stephen Harper. Il y a tout lieu de croire que la situation actuelle prévaudra au moins jusqu'aux Fêtes. Ce qui, pour Stephen Harper, totalisera tout près de deux ans à la tête du pays. Pas mal, pour un gouvernement minoritaire promis à une existence tout aussi éphémère que dévastatrice pour les Canadiens et le Québec!

cneron@lequotidien.com

Les Afghans appuient le maintien des troupes

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.10.19
SECTION: Actualités
PAGE: 22
SOURCE: La Presse
BYLINE: Gruda, Agnès
WORD COUNT: 399

Si les Canadiens sont partagés sur le maintien de leurs troupes en Afghanistan, les Afghans, eux, n'ont pas beaucoup de doutes : une vaste majorité d'entre eux espèrent que la coalition internationale prolongera sa mission dans leur pays et ce, même si celle−ci devait s'étirer pendant plusieurs années.

Un sondage réalisé en septembre par la firme Environics pour le compte de La Presse, du Globe and Mail et de la CBC révèle qu'à peine 14 % des Afghans souhaitent le départ immédiat des troupes étrangères.

En revanche, près de quatre Afghans sur 10 estiment que les armées étrangères devraient rester dans leur pays pendant des périodes variant d'un an à cinq ans. Et 43 % des personnes interrogées souhaitent que la présence militaire étrangère se maintienne "aussi longtemps qu'il le faudra pour vaincre les talibans et restaurer l'ordre."

"Ce sont des données très importantes, qui devraient influencer le débat public au Canada", juge Jeffrey Kopstein, directeur du Centre pour les études européennes, russes et eurasiennes de l'Université de Toronto.

Jeffrey Kopstein a participé à la rédaction de ce sondage le premier à être mené par une firme canadienne pour sonder l'opinion publique afghane. D'autres enquêtes ont été auparavant conduites en Afghanistan pour le compte du réseau américain ABC mais elles ne prenaient évidemment pas en compte le rôle particulier que le Canada joue dans ce pays.

Même si ce sondage a été réalisé dans des conditions difficiles, ses résultats sont aussi fiables que ceux de n'importe quel sondage fait au Canada, assure Keith Neuman, vice−président aux Affaires publiques de la firme Environics.

Selon ce sondage, 60 % des Afghans jugent positivement la présence internationale dans leur pays. De plus, une forte majorité (73 %) ont une vision très ou plutôt négative des talibans. Or, seule une minorité d'Afghans (40 %) se disent convaincus que le gouvernement, avec l'aide de pays étrangers, finira par venir à bout de leur insurrection. Tandis que près d'une personne sur deux (48 %) juge qu'il est trop tôt pour prévoir l'issue des confrontations, ou s'attendent carrément à la victoire des talibans (19 %).

Au total, 1278 entrevues ont été réalisées à travers le pays, en plus d'échantillons supplémentaires pour Kaboul et Kandahar, pour un total de 1578 entrevues, dont 270 dans la capitale et 260 dans la province de Kandahar.

La marge d'erreur du sondage national est de plus ou moins 4 %. A Kaboul et à Kandahar elle de plus ou moins 7,7 %.

Après les funérailles

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.10.19
SECTION: WEEK−END CINÉMA
PAGE: b3
BYLINE: Lavoie, André
ILLUSTRATION: Malgré sa beauté, Halle Berry n'a pas le beau rôle et a fortà faire pour se tirer d'affaire devant Benicio Del Toro, qui fait preuve ici d'une vraie présence irradiante.
WORD COUNT: 624

Ce n'est pas tout à fait sa signature, mais elle devient peu à peu reconnaissable. Dans Things We Lost In The Fire, la prolifique cinéaste danoise Susanne Bier effectue ses premiers pas américains en ne reniant pas totalement sa manière de voir le monde, même si nous sommes bien loin des dilemmes déchirants broyant jusqu'à l'âme les personnages de Brothers, Open Hearts et, tout récemment, After The Wedding.

L'approche de Bier fut souvent nourrie du dépouillement de Dogme 95, ce manifeste de la simplicité volontaire cinématographique. Il faut toutefois avoir le regard aiguisé pour en percevoir les traces dans ce curieux triangle amoureux − une spécialité de la cinéaste − où un des trois protagonistes, mort de manière tragique, demeure bien vivant dans le souvenir de sa veuve et de son meilleur ami. Braquant sa caméra sur des yeux noyés de larmes ou optant à l'occasion pour un montage semblable à l'effet d'une lame de rasoir surgissant au milieu d'une scène, Bier tente ainsi d'imposer son style à un récit souvent prévisible et parfois audacieux dans son refus de la mièvrerie sentimentale.

Elle est pourtant omniprésente dans cette description idyllique de ce couple presque parfait, Audrey (Halle Berry) et Steven (David Duchovny), si ce n'est les reproches que celle−ci adresse à son époux au sujet de sa fidélité indéfectible à Jerry (Benicio Del Toro), un vieil ami devenu toxicomane. La mort de Steven dans des circonstances effroyables va forcer Audrey, incapable d'élever seule ses deux enfants, incapable en fait d'être seule, à supplier la présence de Jerry. Celui−ci est aussi désorienté par cette absence et, malgré leurs différences, tente d'apprivoiser cette femme qui le méprisait il n'y a pas si longtemps. Et la tentation de l'aiguille demeure grande pour celui qui reprend goût à la vie au contact de la famille de son seul ami disparu à jamais.

Susanne Bier nous a habitués à des situations dramatiques plus inextricables et aussi plus spectaculaires. On remarque bien sûr dans Things We Lost In The Fire une manière de circonscrire l'espace qui lui ressemble, livrant des images souvent prises par une caméra agitée et baignées d'une lumière crue, ne rehaussant pas inutilement la beauté déjà tapageuse de la maison du riche défunt. On doit aussi saluer le courage du scénariste Allan Loed pour son refus de céder totalement aux sirènes de l'amour pour apaiser toutes les angoisses des deux protagonistes.

Malgré sa beauté, Halle Berry n'a pas le beau rôle, défendant un personnage souvent opaque, parfois monstrueux. Et elle a fort à faire pour se tirer d'affaire devant Benicio Del Toro, qui fait preuve ici d'une vraie présence irradiante, capable de prouesses techniques − son sevrage est spectaculaire − mais surtout d'une sensibilité formidable derrière sa curieuse carapace. Il constitue la meilleure carte de Susanne Bier en sol hollywoodien, un sol mouvant comme chacun sait... Mais cette performance fort louable n'arrive pas à camoufler le fait que la cinéaste danoise savait nettement mieux se démarquer dans sa langue, capable de traiter de sujets brûlants d'actualité (dont la guerre en Afghanistan...) d'une façon souvent âpre et provocante. Si jamais elle retourne dans ses terres, elle sera sans doute déçue. Pas nous.

Collaborateur du Devoir

***

Things We Lost In The Fire (v.f.: Nos souvenirs brûlés)

Réalisation: Susanne Bier. Scénario: Allan Loeb. Avec Halle Berry, Benicio Del Toro, David Duchovny, Alison Lohman. Image: Tom Stern. Montage: Pernille Bech Christensen, Bruce Cannon. Musique: Gustavo Santaolalla, Johan Soderqvist. États−Unis, 2007, 120 minutes.

* V.o.: Marché 18; Colisée Kirkland; Cinéma Banque Scotia.

* V.f.: Quartier latin; StarCité.

Lettres: Pas cher !

PUBLICATION:	Le Devoir
DATE:	2007.10.19
SECTION:	ÉDITORIAL
PAGE:	a8
BYLINE:	Gilles Vermette
WORD COUNT:	95

Pourquoi se troubler à cause du coût d'un scrutin qui entraîne une saine démocratie chez nous? Nous achetons des États−Unis des avions de transport de troupes au coût unitaire de près de un milliard de dollars pour instaurer la démocratie en Afghanistan?

De petites élections coûteraient à peine 300 millions. En observant bien les gestes de notre gouvernement, on perd le sens des valeurs. Il faudrait faire comme les trois petit singes de l'histoire: ne rien voir, ne rien entendre et ne rien dire.

Gilles Vermette : Sainte−Adèle, le 17 octobre 2007

Le Canada déshabillera–t–il l'Afrique pour habiller l'Amérique latine?; Des ONG oeuvrant dans l'aide au développement font part de leurs inquiétudes

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.10.19
SECTION: LES ACTUALITÉS
PAGE: a2
BYLINE: Taillefer, Guy
WORD COUNT: 594

Il y a des signes qui ne mentent pas, affirme Denis Tougas, de l'ONG montréalaise Entraide missionnaire. Aussi les organisations de coopération internationale (OCI) craignent–elles vivement que le continent africain ne fasse les frais du virage en aide étrangère auquel le gouvernement Harper est en train de procéder à la faveur de l'Amérique latine.

Le Canada a bien rempli la promesse faite par l'ancien premier ministre Jean Chrétien de doubler son aide à l'Afrique. A l'ACDI, on affirme aux OCI que les ressources destinées aux Africains sont assurées jusqu'en 2011. Il reste que M. Harper, de passage à New York début octobre, n'a pas une seule fois mentionné l'Afrique pendant les 90 minutes qu'il a passées à discuter de la politique étrangère canadienne devant le Council on Foreign Relations.

Vingt ans de présence

La lutte contre la pauvreté en Afrique est au coeur de l'aide canadienne depuis 20 ans. Une nouvelle politique doit cependant être dévoilée par le gouvernement Harper d'ici la fin de l'année, dont on s'attend qu'elle apportera des changements considérables à la façon dont le Canada distribue les 4,1 milliards de dollars qu'il décaisse annuellement en aide étrangère. Avec l'Afghanistan, devenu le principal bénéficiaire de l'assistance canadienne, devant Haïti, le premier ministre n'a pas fait secret de son intention de mettre l'accent sur l'Amérique latine.

La politique réformée prévoirait en même temps de réduire considérablement – de plus de 75 à l'heure actuelle à moins de 25 – le nombre de pays qui reçoivent l'essentiel de notre aide bilatérale. Qu'il y ait lieu de recentrer l'action de l'Agence canadienne de développement international et de corriger à des fins d'efficacité sa tendance à l'éparpillement fait l'objet d'un assez vaste consensus. D'Oxfam Canada au Conseil canadien de la coopération internationale, à peu près tout le monde déplore toutefois que le gouvernement fédéral mène depuis six mois sa réflexion sans avoir jugé nécessaire de demander leur avis aux OCI qui oeuvrent sur le terrain.

L'aide et le commerce

Certains notent avec dépit que le virage conservateur vers l'Amérique latine et les Caraïbes s'accompagne, au détriment de l'aide au développement et de la lutte contre la pauvreté, d'un intérêt redoublé pour la promotion de la libéralisation du commerce (comme en fait foi l'ouverture de négociations de libre–échange avec la Colombie et le Pérou). Le gouvernement actuel considère l'Afrique comme une «idée libérale» qu'il faut battre en brèche, estimait–on récemment dans un texte paru dans l'hebdomadaire politique de la colline parlementaire, Embassy. On y déplorait que M. Harper procède par motivation partisane: «Jean Chrétien et Paul Martin ont certainement été de grands supporters de l'engagement du Canada en Afrique. Mais c'est oublier, entre autres, que Brian Mulroney, ex–premier ministre conservateur, fut un leader dans la lutte contre

l'apartheid en Afrique du Sud.»

Denis Tougas conclut: «On n'a rien, bien entendu, contre le fait que l'aide à Haïti et à l'Amérique latine soit bonifiée. Mais on s'oppose au fait que cela se fasse sur le dos de l'Afrique.» Le débat, dit–il, met en lumière de façon éclatante la nécessité d'accroître les budgets de l'aide. La part du PIB canadien consacrée à l'aide au développement fut de 0,33 % l'année dernière alors qu'elle était en moyenne de 0,42 % parmi les économies développées. On est encore loin de la cible onusienne de 0,7 % du PIB.

Amnistie accuse Ottawa de bloquer un procès sur les détenus afghans

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.10.19
SECTION: LES ACTUALITÉS
PAGE: a2
BYLINE: Jim Brown, La Presse canadienne
WORD COUNT: 410

Ottawa – Amnistie internationale dénonce le recours par le gouvernement fédéral à une série d'arguments juridiques pour ralentir et invalider un procès qui doit déterminer si la Charte des droits s'applique aux détenus afghans arrêtés par des militaires canadiens.

Paul Champ, un avocat de l'organisation de défense des droits de l'homme, a déclaré à la Cour fédérale hier qu'il était temps d'aller au–delà des points techniques et de s'attaquer au coeur du dossier. «Nous parlons d'un petit groupe identifiable de personnes et de leur droit d'être libres devant des détentions arbitraires [...] et, ce qui est le plus important, de leur droit fondamental à ne pas être torturés», a déclaré M. Champ.

Amnistie internationale et l'Association des droits civils de la Colombie–Britannique s'étaient unies en février pour lancer une poursuite judiciaire visant à empêcher le transfert aux autorités afghanes de prisonniers arrêtés par des militaires canadiens, à moins que des procédures soient mises en place pour s'assurer qu'ils ne seront pas maltraités.

Toutefois, les avocats du gouvernement ont déposé une requête en radiation, demandant à la juge Anne Mactavish d'annuler la cause avant qu'elle ne se rende à l'analyse détaillée des éléments constitutionnels.

Alex Neve, le directeur de la section canadienne d'Amnistie internationale, a laissé entendre que le gouvernement conservateur a recours à cette stratégie dans le but de bloquer les procédures, espérant ainsi qu'elles soient finalement abandonnées.

«Nous sommes très déçus et profondément frustrés, a affirmé M. Neve à la sortie du tribunal. Ce n'est pas comme ça qu'une question aussi importante en égard aux droits de l'homme devrait être traitée.»

Le principal argument des organismes de défense des droits de l'homme est que le Canada viole la Charte des droits et libertés en refusant aux détenus afghans le droit fondamental à la justice, l'accès à un avocat et la protection contre la cruauté et des châtiments extraordinaires.

Les tribunaux se sont déjà penchés sur l'application de la Charte sur les opérations de policiers canadiens à l'étranger et les juges ont établi des lignes directrices pour la collecte de preuves. C'est toutefois la première cause qui s'intéresse aux actions du personnel militaire engagé dans des opérations à l'étranger.

J. Sanderson Graham, qui représente le ministère fédéral de la Justice, avait soutenu plus tôt cette semaine que la Charte ne s'appliquait pas en Afghanistan parce que le Canada n'était pas un pouvoir d'occupation et que, par conséquent, il aurait besoin du consentement du gouvernement afghan pour appliquer la loi canadienne.

Bhutto échappe à un attentat; 20 000 policiers assuraient la sécurité de l'ex–première ministre, qui craignait d'être assassinée à son retour au pays

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.10.19
SECTION: LES ACTUALITÉS
PAGE: a1
BYLINE: Buzzetti, Hélène
PHOTO: Reuters, Agence Reuters
WORD COUNT: 1737

Islamabad – Le retour au Pakistan de l'ancienne première ministre Benazir Bhutto se sera en définitive soldé par un bain de sang. Deux violentes explosions se sont produites près de son convoi, tuant au moins 125 personnes, dont 20 policiers qui assuraient sa protection, et en blessant près de 200 autres.

Mme Bhutto, qui circulait dans un véhicule à cage de verre pare–balles, n'aurait pas été atteinte, ayant eu le temps de s'accroupir sur le plancher du véhicule avant les déflagrations, selon des membres de son entourage.

L'attentat est survenu dans la nuit de jeudi à vendredi au Pakistan, soit près de 12 heures après l'arrivée triomphale de la politicienne. Au moment de mettre sous presse hier soir, les autorités pakistanaises n'étaient pas en mesure de dire s'il s'agissait d'attentats suicide ou d'attaques au véhicule piégé. Certains témoins disent avoir vu une personne courir vers le convoi de Mme Bhutto; d'autres ont parlé d'un véhicule qui se dirigeait vers la file de véhicules. Le gouvernement pakistanais a condamné l'attaque.

La journée avait pourtant bien commencé pour Benazir Bhutto. Toute de vert et de blanc vêtue, d'allure résolument occidentale sous sa dupatta encadrant son visage de façon décontractée, l'ancienne première ministre était rentrée en après–midi à Karachi, dans le sud du pays, après un exil de huit ans. Des centaines de milliers de supporters l'attendaient, chantant et dansant paisiblement pour l'accueillir en salvatrice. La foule était tellement dense que la procession devait durer de nombreuses heures, ce qui explique qu'elle ait encore été en mouvement malgré l'heure tardive des explosions.

L'arrivée de Mme Bhutto à l'aéroport, prévue depuis plusieurs semaines, avait monopolisé près de 20 000 policiers pakistanais pour assurer la sécurité de la politicienne, qui disait craindre qu'on n'attente à sa vie. Aussi sanglants fussent–ils, ces attentats risquent d'ailleurs de lui conférer une aura de martyr qui pourrait lui être profitable à la veille d'élections générales au Pakistan.

En effet, si, en Occident, Mme Bhutto est perçue comme la femme par qui la démocratie sera réinstaurée au Pakistan, répandant dans son sillage la promesse d'un gouvernement civil, les Pakistanais posent un jugement beaucoup plus nuancé sur leur ancienne dirigeante. Elle suscite peut–être une bhuttomanie dans sa province natale du Sindh, mais le reste du pays est plus réservé à son endroit. Ses deux mandats comme première ministre à la tête de gouvernements minoritaires (1988–90 et 1993–96) ont été entachés par des accusations récurrentes de corruption. C'est d'ailleurs en évoquant ce motif que, chaque fois, son gouvernement de coalition a été dissous par le président. Aux élections de 1997, Mme Bhutto avait été battue par son adversaire, Nawaz Sharif, celui–là même qui, le mois dernier, a lui aussi tenté un retour d'exil avant d'être presque aussitôt réexpédié en Arabie saoudite.

«Son retour [celui de Benazir Bhutto] ne signifie rien du tout», tranche Anees Jillani, un avocat spécialisé en

affaires constitutionnelles. M. Jillani – qui a fait ces commentaires avant les attentats – suit la scène politique pakistanaise de près, ayant été actif cette année au sein du mouvement des avocats qui contestent le limogeage du juge en chef de la Cour suprême.

«Dans une certaine mesure, dit M. Jillani, nous jouissons de la liberté politique au Pakistan. Ce n'est pas la Birmanie, ici. Le PPP [le parti dirigé par Mme Bhutto] existe, il se présentera aux élections» avec ou sans Mme Bhutto, rappelle–t–il. «Elle a perdu beaucoup de crédibilité avec cette entente et en acceptant de discuter avec un président militaire.»

Cette «entente», c'est la fameuse «ordonnance de réconciliation nationale» qui garantissait à Mme Bhutto que les accusations de corruption pesant sur elle ne seraient pas en vigueur à son retour et, donc, qu'elle ne serait pas arrêtée. On l'accuse d'opportunisme. «Pourquoi diable est–elle allée négocier son retour avec [le président Pervez] Moucharraf au moment où celui–ci est au plus bas dans l'opinion publique?», tonne Tahira (pseudonyme), une militante pour les droits des femmes. «Qu'a–t–elle gagné, si ce n'est que de protéger ses intérêts personnels?»

Une réconciliation intéressée?

Cette question, bien des gens se la posent au Pakistan. En effet, Mme Bhutto a beau avoir obtenu l'assurance de M. Moucharraf qu'elle serait première ministre alors que lui serait président, encore faut–il que son parti se fasse élire aux prochaines élections, prévues pour janvier. Même si elle réussit, il lui faudra faire entériner par le Parlement, à une majorité des deux tiers, une modification de la Constitution lui permettant de siéger pour un troisième mandat. «Un score que jamais aucun parti n'a réussi à obtenir au Pakistan», rappelle Zahid Hussain, journaliste et auteur. Sans compter que l'ombre américaine plane toujours et laisse à la population l'amère impression que le retour de la dame n'a pour but que de permettre aux États–Unis de mieux contrôler ce Pakistan si stratégiquement situé.

Ironiquement, même le ministre de l'Information, Tariq Azim, reproche à Mme Bhutto d'avoir signé une entente... avec son gouvernement. «Les gens au sein de son parti lui en veulent parce qu'elle avait toujours dit qu'elle ne négocierait pas avec un homme en uniforme, avec un général», a–t–il déclaré cette semaine en entrevue avec Le Devoir. Ces paroles donnent à penser que le gouvernement se réjouit déjà de voir se refermer sur Benazir Bhutto le piège qu'il lui avait tendu...

Mme Bhutto n'a qu'une seule fois été reconnue coupable de corruption au Pakistan. C'était en 1999, ce qui avait précipité son départ du pays. Le verdict a été renversé par la suite. Elle a été condamnée en Suisse pour blanchiment d'argent mais a porté la cause en appel. Dans ce pays où les habitudes électorales relèvent de comportements quasi tribaux, bien des supporters des Bhutto sont prêts à tout pardonner. C'est le cas de Mureed Hussain, un aide domestique. «Mon père et mon grand–père votaient pour elle et je vais continuer à l'appuyer», explique–t–il. Même si elle n'a pas rempli toutes ses promesses? «Moucharraf non plus! Mais chacun a son parti. Moi, j'ai le mien.»

Islamabad aurait préféré que Mme Bhutto retarde de quelques semaines son retour au pays, le temps que la Cour suprême décide de la validité de l'ordonnance de réconciliation. «Qu'arrivera–t–il si, dans quelques jours, la cour la déclare nulle? Ces accusations refont surface et elle court le risque d'être arrêtée», prévient Tariq Azim.

Anees Jillani ose cette prédiction: «Le tribunal invalidera cette ordonnance et Benazir Bhutto se retrouvera en prison. Moucharraf aura réussi à tuer le PPP. C'est déplorable qu'aucun politicien ne pense au peuple pakistanais. Ils ne pensent qu'à eux–mêmes et aux moyens de préserver leurs chances électorales.»

Un bilan modeste

Nombreux sont ceux qui, à Islamabad, constatent que le régime Moucharraf a à maints égards été meilleur pour les Pakistanais que ceux de la «princesse de Sindh». Ainsi en va–t–il, par exemple, des droits des femmes, des minorités religieuses, de la liberté de presse et même de la lutte contre le radicalisme religieux.

En 1993, une disposition garantissant aux femmes un pourcentage de sièges au Parlement était arrivée à échéance. Mme Bhutto n'a jamais renouvelé ces dispositions; Pervez Moucharraf, oui. Sous son règne, le président Moucharraf a permis la multiplication des médias libres de critiquer le gouvernement, se réjouit Zahid Hussain. Des émissions de télévision vitrioliques envers l'administration sont chose courante, et on peut acheter des magazines dont la page couverture montre des caricatures ridiculisant le président–général. Toutefois, Anees Jillani trouve cette liberté suspecte. «Alors, pourquoi ont–ils besoin d'un ministre de l'Information si les médias sont si libres?», se demande–t–il. «Le contrôle se fait de manière beaucoup plus insidieuse», ajoute–t–il, rappelant que le gouvernement donne aux médias des directives à propos de ce qui ne peut pas être publié (des photos d'attentat suicide, par exemple). Le moyen de les faire respecter? L'argent. L'armée pakistanaise étant présente dans toutes les sphères de l'économie (un livre a été écrit sur ce sujet, révélant même qu'elle détient des intérêts dans une usine de Corn Flakes), elle peut subitement réduire les revenus publicitaires des récalcitrants...

Benazir Bhutto ne trouve pas grâce non plus aux yeux des minorités religieuses, soutient Samson Javaid, un chrétien pentecôtiste et chauffeur de profession. «Nous, les chrétiens, n'aimons pas Mme Bhutto parce qu'elle ne nous a pas accordé de liberté. Moucharraf, lui, nous a fourni des policiers dans nos églises le dimanche pour assurer la sécurité.»

Il est difficile d'être chrétien dans un pays officiellement musulman (97 % des Pakistanais le sont), où il est par exemple interdit de manger en public pendant le ramadan. En guise d'anecdote, Samson Javaid aime raconter que, dans sa jeunesse passée à Peshawar, en 1979–80, il s'était entraîné au maniement des armes pendant trois mois avec des moudjahidines afghans. «Ils n'ont jamais refusé de manger avec moi même si j'étais chrétien.» C'est quand même leur insistance pour qu'il se joigne à eux en Afghanistan qui l'a convaincu de partir pour la capitale...

Ces moudjahidines qui causent tant de problèmes aujourd'hui dans le nord du pays (et dont l'implication potentielle dans les attentats d'hier faisait l'objet de débats à la télévision pakistanaise pendant la nuit d'hier), Mme Bhutto a déjà été obligée de les laisser en paix, au cours de son premier mandat, à la faveur de concessions avec les membres de sa coalition gouvernementale. De nos jours, ceci fait dire à certains qu'elle ne réussira peut–être pas mieux que M. Moucharraf à contenir l'activisme religieux.

Malgré son peu d'affection pour Benazir Bhutto, Samson Javaid accueille avec joie le retour de l'ancienne première ministre. «Il faudrait que tous nos leaders politiques reviennent au Pakistan. Et cela comprend Nawaz Sharif. Comme cela, nous, le peuple pakistanais, pourrions décider librement des gens dont nous voulons comme leaders plutôt que de nous laisser dicter notre comportement politique par les États–Unis. Ce que la nation veut n'est pas permis.»

Amnistie accuse le gouvernement de bloquer un procès sur les détenus afghans

DATE: 2007.10.18
KEYWORDS: DÉFENSE INTERNATIONAL JUSTICE POLITIQUE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 368

OTTAWA _ Amnistie internationale dénonce le recours par le gouvernement fédéral à une série d'arguments juridiques pour ralentir et invalider un procès qui doit déterminer si la Charte des droits s'applique aux détenus afghans arrêtés par des militaires canadiens.

Paul Champ, un avocat de l'organisation de défense des droits de l'homme, a déclaré à la Cour fédérale, jeudi, qu'il était temps d'aller au−delà des point techniques et de s'attaquer au coeur du dossier.

"Nous parlons d'un petit groupe identifiable de personnes et de leur droit d'être libre devant des détentions arbitraires (...) et, ce qui est le plus important, de leur droit fondamental à ne pas être torturés", a déclaré M. Champ.

Amnistie internationale et l'Association des droits civils de la Colombie−Britannique s'étaient unies en février pour lancer une poursuite judiciaire visant à empêcher le transfert aux autorités afghanes de prisonniers arrêtés par des militaires canadiens, à moins que des procédures soient mises en place pour s'assurer qu'ils ne seront pas maltraités.

Toutefois, les avocats du gouvernement ont déposé une requête en radiation, demandant à la juge Anne Mactavish d'annuler la cause avant qu'elle ne se rende à l'analyse détaillée des éléments constitutionnels.

Alex Neve, le directeur de la section canadienne d'Amnistie internationale, a laissé entendre que le gouvernement conservateur a recours à cette stratégie dans le but de bloquer les procédures, espérant ainsi qu'elles soient finalement abandonnées.

"Nous sommes très déçus et profondément frustrés, a affirmé M. Neve à la sortie du tribunal. Ce n'est pas comme ça qu'une question aussi importante en égard aux droits de l'homme devrait être traitée."

Le principal argument des organismes de défense des droits de l'homme est que le Canada viole la Charte des droits et libertés en refusant aux détenus afghans le droit fondamental à la justice, l'accès à un avocat et la protection contre la cruauté et des châtiments extraordinaires.

Les tribunaux se sont déjà penchés sur l'application de la Charte sur les opérations de policiers canadiens à l'étranger et les juges ont établi des lignes directrices pour la collecte de preuves.

C'est toutefois la première cause qui s'intéresse aux actions du personnel militaire engagé dans des opérations à l'étranger.

J. Sanderson Graham, qui représente le ministère fédéral de la Justice, avait soutenu plus tôt cette semaine que la Charte ne s'appliquait pas en Afghanistan parce que le Canada n'était pas un pouvoir d'occupation et que, par conséquent, il aurait besoin du consentement du gouvernement afghan pour appliquer la loi canadienne.

GG8314−FGCHD407.mag

Un diplôme est décerné à titre posthume à un soldat tué en Afghanistan

DATE: 2007.10.18
KEYWORDS: DÉFENSE ÉDUCATION INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 237

WINNIPEG _ Lorsque le caporal Jordan Anderson ne travaillait pas en terrain dangereux en Afghanistan, il avait un livre à la main, se consacrant à ses cours universitaires.

Jeudi, trois mois après qu'il eut été tué par l'explosion d'une bombe dans le pays déchiré par la guerre, M. Anderson est devenu le premier soldat canadien depuis la guerre de Corée à obtenir un diplôme à titre posthume.

Les amis du disparu, mort à l'âge de 25 ans, ont parlé de lui comme d'un soldat dévoué, et sa femme, d'un homme caractérisé par un insatiable désir de savoir.

"Il lisait quelque chose dans le journal (...) et rentrait à la maison pour aller voir sur Internet", a affirmé à des journalistes Amanda Anderson, tentant de retenir ses larmes, avant d'accepter au nom de son mari le diplôme en arts remis par l'Université du Manitoba.

"J'aurais aimé que ce ne soit pas moi qui le fasse, j'aurais aimé que ce soit lui. Mais je vais le faire. C'est un honneur", a–t–elle ajouté.

La jeune veuve a accepté le document en présence de centaines de diplômés, lors d'une cérémonie de remise des diplômes qui aurait été semblable à toutes les autres si ce n'avait été des uniformes militaires aperçus près du premier rang.

Certains des collègues de M. Anderson, du 3e bataillon du Princess Patricia's Canadian Light Infantry, basé à Edmonton, ont assisté à la cérémonie afin de témoigner de leur soutien à un jeune homme qu'ils voyaient sans cesse avec le nez dans un livre.

"Chaque fois qu'on le voyait, il se consacrait à ses travaux", a indiqué le caporal Adam Bowness, qui a servi aux côtés de M. Anderson lors d'une précédente mission en Afghanistan, en 2002.

GG8718–FGPZ412–fv